

Au vu de l'ampleur du phénomène des violences fondées sur le genre, une stratégie nationale a été mise en place<sup>8</sup>. L'engagement fort du gouvernement congolais a par ailleurs été formalisé par l'entrée en vigueur de la loi Mouebara le 4 mai 2022<sup>9</sup>.

Eu égard à cette analyse, l'action a pour ambition de promouvoir et faciliter la participation des femmes à tous les niveaux des sphères publiques et socio-économiques du pays à travers le renforcement structurel et opérationnel des organisations de la société civile travaillant sur la promotion et valorisation des femmes et des jeunes, y inclus l'appui aux dynamiques de consolidation du leadership féminin. Dans cet agenda, il est question d'une part, de positionner les associations de femmes comme interlocutrices formelles des pouvoirs publics et du secteur privé, et d'autre part, de faire des préoccupations liées au statut des femmes, une priorité transversale de toutes les politiques publiques. Il s'agira également de doter les organisations de la société civile de compétences et de stratégies pertinentes pour qu'elles apportent une contribution significative dans la conception et la mise en œuvre des politiques publiques

D'un point de vue opérationnel, le renforcement des capacités des OSC en matière de suivi évaluation des politiques publiques sera la base de l'action. La maîtrise des politiques de développement économique, de leurs atouts, de leurs insuffisances, des écarts existants entre les engagements du gouvernement et les réalisations, ainsi que les analyses des effets desdites politiques sur les populations, garantira l'efficacité des interventions de la société civile.

## 2.2 Analyse des problèmes

### Brève analyse des problèmes :

#### **Une sous-représentation des femmes dans le milieu associatif, y compris dans leurs structures de direction.**

La société civile congolaise est particulièrement marquée par une insuffisance des actrices actives dans le mouvement associatif. Les femmes leaders d'OSC ainsi que des femmes membres des équipes dirigeantes des associations sont peu nombreuses. Les organisations féminines, plus présentes dans les zones urbaines périphériques et les zones rurales, restent encore cantonnées dans les initiatives de solidarité communautaire à très petite échelle. Cette tradition de leadership masculin et d'organisation interne des OSC et plateformes sans prise en compte du potentiel et des capacités des femmes à assurer des fonctions et rôles stratégiques ampute la société d'un civilisme du dynamisme, de l'engagement et la participation des femmes.

Du fait de cette situation, les compétences et savoirs des femmes sont limités à la fois sur leurs capacités d'animation et de portage des actions socioéconomiques, mais également au niveau de la maîtrise des thématiques, concepts, processus techniques liés à l'épanouissement socioculturel et économique des femmes. Par conséquent, on note une insuffisance de l'engagement de la société civile congolaise sur les thématiques spécifiques liées à l'égalité de genre, à l'accès des filles et femmes aux droits civils, politiques, économiques et sociaux.

La question de la participation des femmes aux politiques publiques est un enjeu majeur voir un défi qui passera en premier lieu par la prise de conscience des femmes quant au rôle et à la contribution qu'elles doivent apporter dans les cercles de prises de décisions. En plus de cette prise de conscience, il sera important de renforcer de façon continue leurs aptitudes et compétences afin d'améliorer en nombre et qualité les leaders aptes à œuvrer pour la prise en compte effective des préoccupations des femmes dans les processus de mise en œuvre politiques publiques.

#### **Une société civile composée en grande partie par des organisations peu outillées sur le plan technique et qui présente des insuffisances sur le plan organisationnel.**

Si quelques organisations concentrées dans les deux principaux centres urbains (Brazzaville et Pointe-Noire) émergent, la majorité des OSC ne disposent pas de ressources humaines compétentes en matière de conception, gestion et mise en œuvre des projets. Malgré un volontarisme réel, ces OSC démontrent des limites dans la

<sup>8</sup> La stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre, assortie d'un plan d'activités 2021-2025 a été validée par le gouvernement et ses partenaires, notamment le Fonds des Nations unies pour la population (Fnuap).

<sup>9</sup> Loi Mouebara n° 19-2022 portant lutte contre les violences faites aux femmes en République du Congo. Il s'agit d'une loi contenant 77 articles qui a le mérite de définir un cadre légal qui permettra de lutter efficacement contre les violences faites aux femmes et aux filles ainsi que des violences liées au veuvage et aux successions par des mesures de prévention, de protection, d'assistance, de prise en charge ainsi que les modalités de poursuites des auteurs de ces actes.